



**Pole Institute**  
Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs



## **« ABAZUNGU » : UNE NOUVELLE COALITION DANS LE MASISI.**

Aloys Tegera

Dossier

Mai 2021

## **« ABAZUNGU » : UNE NOUVELLE COALITION DANS LE MASISI.**

« Abazungu », littéralement « les Blancs », est le nouveau nom d'une coalition des Nyatura<sup>1</sup>, FDLR<sup>2</sup> et APCLS<sup>3</sup>. Dans la semaine du lundi de Pâques 2021, cette coalition a occupé un pan entier du territoire de Masisi notamment, tous les groupements Bashali Mokoto, Kayembe et Bapfuna. L'armée nationale FARDC et la police nationale ont lâché leurs positions dans ces trois groupements et se sont retirées à Kilorirwe. Dans les semaines avant cette débandade totale, les FARDC avaient subi des revers dans les affrontements autour de Kivuye, Mpati et Kirumbu au cours desquels douze militaires seraient tués, sept autres capturés et armes et munitions récupérées par les assaillants « Abazungu ». Ces derniers ne s'attaquent pas encore aux civils mais se battent principalement contre les positions militaires FARDC et celles de la Police Nationale. Leur objectif serait de chasser l'armée et la police pour avoir un territoire qu'ils gèreraient eux-mêmes.

Vouloir peser de leur poids dans le futur gouvernement Sama Lukonde était une chose mais ceci n'expliquerait pas tout. D'autant plus que les intérêts divergent au sein de cette coalition. Autant on pourrait comprendre l'intérêt des FDLR traquées depuis 2019 et dont les têtes de leur leadership ont été décapitées,

---

<sup>1</sup> Les Nyatura sont une milice de la communauté hutu congolaise implantée dans le Masisi.

<sup>2</sup> Les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda.

<sup>3</sup> Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain.

à chercher une couverture solide au sein des communautés locales congolaises qui rendrait leur poursuite difficile voire impossible. Jusqu'à présent certains Nyatura comme Muhawenimana Bunombe alias John Love et Dominique Ndaruhutse alias Domi avaient accepté ouvertement de travailler avec les FDLR dans le Bwito. Certains autres Nyatura étaient sans aucun doute en contact avec les FDLR mais affichaient officiellement une certaine indépendance à leur égard comme naguère Jovial Dusabe alias Delta autour de Mahanga dans le groupement Osso Banyungu où Kavumbi Sibomana dans le groupement Bashali Mokoto. Aussi, certains autres combattants hutu tel Emmanuel Munyamariba déclarait haut et fort à qui voulait l'entendre que le sort de sa communauté hutu congolaise n'a rien avoir avec celui des FDLR qui sont Rwandais et que le devenir de ces derniers se trouve au Rwanda et non au Congo. Quant aux APCLS hunde de Janvier Karairi, ils ont toujours dénoncé inlassablement le Rwanda et les Banyarwanda Congolais dans leur ensemble qui occuperaient leur territoire, et affiché le désir de les chasser et de les renvoyer tous au Rwanda. Qu'est ce qui s'est passé pour que tout d'un coup la coalition « Abazungu » nivèle ces différends profonds des uns et des autres et mobilise toutes ces forces contre les FARDC et la police nationale ? Une collaboration à basse intensité a toujours existé entre ces trois groupes mais jamais une action d'une telle envergure n'avait été réalisée. Quelle serait la motivation des uns et des autres.

## A. Analyse

### 1. Les FDLR

Les FDLR sont les résultats du métastase du génocide des Tutsi au Rwanda en RD Congo. L'armée rwandaise ex-FAR défaite, et ses milices Interahamwe, ont traversé la frontière congolaise en juillet 1994 avec armes et munitions avec l'intention de reprendre le plus rapidement possible le Rwanda perdu et surtout le « libérer du joug du FPR Inkotanyi » selon l'expression de Gaston Iyamuremye, alias Victor Byiringiro<sup>4</sup>. Entre 1996 et 2001, cette branche combattante des réfugiés rwandais au Congo se nommait une alliance pour la libération du Rwanda (ALIR). Dès 2001, leur appellation a changé en forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). La présence d'une branche armée mêlée aux réfugiés civils rwandais posait un sérieux problème aux humanitaires qui voulaient les assister mais aussi au UNHCR qui travaillait au rapatriement des volontaires civils qui souhaitaient retourner au Rwanda. Il fallait à tout prix séparer les réfugiés civils des militaires. Mais comment le faire et par qui ? Une façon de lever une telle confusion s'opéra en septembre 2003 quand le général major Sylvestre Mudacumura créa les forces du commandement armé nommées Abacunguzi FOCA. Cependant, le montage de cette branche armée et sa structuration combinant les combattants sur le terrain et ses différentes représentations civiles en Afrique et en Europe suscita des incompréhensions au sein de ses

---

<sup>4</sup> « Rwanda – RDC : Entretien exclusif avec le président des FDLR Victor Byiringiro », Jambonews, 11 juin 2014.

membres. Certes, Mudacumura assurait le commandement militaire sur le terrain, mais la présidence des FDLR était aux mains de deux civils vivant en Allemagne, Ignace Murwanashyaka (président), et Straton Musoni (vice-président). Une lutte armée présidée par les civils avait tout l'air d'un parti politique armé et portait en elle-même les germes de ses contradictions. D'entrée de jeu, la contestation du leadership d'Ignace Murwanashyaka fut menée par le général Jean-Damascène Ndibabaje, alias Musare, qui préféra créer une aile dissidente, les FDLR - RUD qui opéraient dans le sud du Lubero où il avait fait alliance avec les PARECO de Kakule Sikuli Lafontaine dans le Bunyantenge. C'est avec ces dissensions internes que les FDLR furent invitées à Rome en 2005 par l'organisation catholique Saint Egidio dans une rencontre de haut niveau où Saint Egidio encourageait les FDLR d'abandonner la lutte armée pour se constituer en un parti politique. Une proposition qui ne faisait pas l'unanimité au sein des combattants sur le terrain. Il était hors question pour Mudacumura d'abandonner la lutte armée. Son commandant adjoint, Jean-Baptiste Kanyandekwe qui appuyait la fin des hostilités et le retour des rebelles au Rwanda paya de sa vie. Il fut assassiné en décembre 2006. Depuis, les événements se sont précipités. La neutralisation de Laurent Nkunda en janvier 2008 ouvrit les portes à une collaboration armée entre le Rwanda et la RD Congo pour traquer les FDLR dans les forêts de Masisi, Rutshuru et Walikale. Ces harcèlements et traques armées furent relayés par les Mai Mai Raia Mutomboki qui entre 2012 et 2013 menèrent une stratégie de la terre brûlée contre les FDLR dans le Sud et le Nord-Kivu et forcèrent ces dernières à se retrancher

dans la chefferie de Bwito qu'elles gèrent depuis et contrôlent de main de fer. Leur quartier général serait un village nommé Ngoroba. De là, les FDLR contrôlent le Bwito. Elles collectent un pourcentage de l'argent des passagers rançonnés sur les différentes barrières de la chefferie et gare au plus malin qui essaie de les dribler. Kajibwami, un leader local Hutu paya de sa vie pour avoir détourné la nourriture destinée officiellement<sup>5</sup> aux réfugiés rwandais. Les Nyatura, une milice locale hutu, sont sous leur commandement et servent d'écran à leurs opérations. Les indisciplinés parmi les Nyatura qui osent défier les FDLR en s'emparant de leurs biens sont purement et simplement condamnés à mort. Tels furent les cas de Kamuzinzi<sup>6</sup> en avril 2017 et Ngwiti<sup>7</sup> en juillet 2017, qui s'étaient partagés l'argent et les biens d'un certain Taylor, nom de guerre en référence au libérien Charles Taylor, en réalité un officier de liaison FDLR à travers lequel les fonds des FDLR transitaient entre le monde réel du commerce et le monde invisible des FDLR en armes. Taylor a été tué par ces Nyatura et ces derniers ont payé de leurs vies. Cette mainmise des FDLR sur le Masisi et le Rutshuru s'est butée à une question qui divise ses membres au point d'avoir provoqué une fracture au sein des troupes combattantes. Il s'agit de la clause de cessation du statut des réfugiés rwandais à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

---

<sup>5</sup> Les FDLR ont toujours gardé une main mise sur l'aide alimentaire destinée aux réfugiés civils rwandais.

<sup>6</sup> Kamuzinzi était un colonel auto-proclamé commandant Nyatura à Kahira en groupement Bashali Mokoto.

<sup>7</sup> Ngwiti était un général auto-proclamé installé à Muheto d'où il contrôlait les groupements de Bashali Mokoto, Kayembe et Bapfuna.

La clause de cessation pour le Rwanda a été annoncée par l'UNHCR le 30 juin 2013. Elle concerne les réfugiés rwandais vivant dans des pays étrangers entre 1959 et 1998. Ces réfugiés étaient invités à rentrer au pays, le Rwanda, avant le 31 décembre 2017. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les réfugiés ayant décidé de rester dans leurs pays d'accueil perdaient de facto leur statut de réfugié et n'auraient d'autre choix que de demander la naturalisation dans les pays où ils sont installés. Pour la RD Congo qui a accueilli un grand nombre de ces réfugiés rwandais, cette clause de cessation était en soi un cauchemar au regard des difficultés de cohabitation que les Banyarwanda du Congo ont toujours eu avec leurs compatriotes et surtout l'amalgame qu'une telle naturalisation en masse pourrait susciter. Cette clause de cessation restait aussi un cauchemar pour les combattants FDLR qui ne parvenaient pas à se mettre d'accord entre eux quant à la stratégie à adopter pour y faire face. Une partie de troupes combattantes de Mudacumura opérant dans le Bwito et conduite par le colonel Laurent Ndagijimana alias Wilson Irategeka était plutôt favorable de mettre fin aux hostilités et de rentrer au pays. Une option que Mudacumura réputé un dur n'était pas prêt à accepter. Cette aile dissidente de Wilson Irategeka s'est retrouvée contrainte de créer fin mai 2016 une branche nommée le conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD - Ubwiyunge). Des combats féroces furent engagés entre les troupes loyales à Mudacumura et le CNRD et finalement le colonel Wilson Irategeka se retira de la chefferie de Bwito pour concentrer ses forces dans la chefferie voisine de Bashali et dans le reste du Masisi en général. Suite à cette clause

de cessation, 5.781 personnes seraient rentrées au Rwanda en 2016 et en 2017, un nombre plus important estimé à 14.831 seraient rentrés au pays.<sup>8</sup> Cependant, beaucoup d'autres réfugiés rwandais vivent toujours au Congo et à notre connaissance aucune naturalisation en masse n'a été introduite. Au contraire. Il s'est dessiné une sorte de tentative de retour en force que mobilisaient plusieurs partis politiques d'opposition vivant en Afrique et en Europe autour du général dissident Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'État-major de l'armée rwandaise et aujourd'hui réfugié en Afrique du Sud. Une première attaque sur le sol rwandais a eu lieu au mois d'août 2018 dans la forêt de Nyungwe dans le district de Nyamagabe. Wilson Irategeka du CNRD a été cité par la presse comme faisant partie des commanditaires de cette attaque. En effet, les forces de Ndume défense du Congo rénové (NDC-R) de Guidon Shimirayi Mwissa avaient chassé les troupes de Wilson Irategeka des groupements Bashali Mokoto et Kayembe et les avaient contraint à fuir et aller s'installer dans le Kalehe au Sud-Kivu, rendant possible une liaison entre les bords ouest du lac Kivu et le district de Rusizi au sud-ouest du Rwanda. Ceci dit, cette perspective d'un retour en force aurait mobilisé même le noyau dur des FDLR - FOCA dans la chefferie de Bwito. Durant l'été 2018, les FDLR-FOCA recrutaient et entraînaient de jeunes réfugiés rwandais mais aussi des Congolais parmi les Nyatura du groupement Bukombo et ailleurs dans le Rutshuru et Masisi qui souhaitaient se joindre à eux. Ces Congolais qui rejoignaient les FDLR se sont regroupés dans une « coalition des mouvements

---

<sup>8</sup> Tumwebaze Peterson, "Rwandans lose refugee status as cessation clause comes into force", The New Times, Jan 01, 2018.



pour le changement (CMC). Une appellation qui dénote une volonté de ratisser large pour mieux affronter l'armée rwandaise. La coalition « Abazungu » réunissant les Nyatura, les FDLR et la milice hunde APCLS qui s'était emparée d'une grosse partie du territoire de Masisi en avril 2021 confirme la volonté des FDLR de s'allier avec les milices locales congolaises pour mener sa guerre contre le Rwanda et dissimuler ses actions en se dissolvant dans la masse congolaise quand nécessaire.

L'assassinat du général Sylvestre Mudacumura le 18 septembre 2019 aux environs de Nyanzale dans la chefferie de Bwito en territoire de Rutshuru a totalement changé la donne au sein des FDLR. Il était le commandant suprême des FDLR - FOCA depuis 2003 après la défection du général Paul Rwarakabije qui était retourné au Rwanda. Ancien de l'école militaire de Hambourg en Allemagne, Mudacumura était réputé un dur et avait juré de reconquérir le Rwanda par la force. Une position radicale que Sylvestre Mudacumura ne pouvait en aucun cas ni compromettre ni négocier et au cœur de plusieurs dissensions au sein des FDLR pour lesquelles nombreux de son entourage ont payé de leur vie.

La mort de Mudacumura a surpris nombre d'observateurs et suscité beaucoup de questionnements. Comment un tel assassinat était-il possible dans son quartier général, entouré de ses gardes du corps ainsi que ses forces aguerries et redoutables qui inspiraient plutôt crainte et soumission au sein des forces armées congolaises ?

Cet exploit imputé et revendiqué par les FARDC laissait plutôt les regards sceptiques se tourner vers le suspect naturel, le Rwanda<sup>9</sup>, qui n'a rien revendiqué et contre lequel aucune preuve ne pouvait être fournie.

D'autres exploits vont se succéder en cascade notamment la mort du général de brigade Juvénal Musabimana alias Jean Michel Africa, tué à Makoka dans le groupement de Binza en territoire de Rutshuru le 9 novembre 2019. Ce dernier était le commandant d'une aile dissidente des FDLR – RUD Urunana qui opèrent dans le Sud du territoire de Lubero et dans le Rutshuru. Il avait remplacé à ce poste son chef, le général major Jean-Damascène Ndibabaje alias Musare, qui lui aussi fut tué par les Mai-Mai de Guidon Shimwirayi en février 2016 dans le sud du territoire de Lubero. Un phénomène curieux des Mai Mai congolais éliminant un haut officier FDLR, comme naguère le brillant officier Jean-Marie Vianney Kanzeguhera alias Sadiki commandant du bataillon « soleil » dans le Walikale tué en novembre 2011 par les Mai Mai de Tabo Taberi Cheka.

En décembre 2019, ce fut le tour du Sud-Kivu quand 1800 combattants des FDLR-CNRD se sont rendus aux FARDC après des violents combats dans le territoire de Kalehe au cours desquels plusieurs d'entre eux seraient morts. Selon le

---

<sup>9</sup> « L'armée rwandaise en RDC constitue une violation de l'embargo sur les armes », Interview de RFI avec Jasons Stearns, 15 avril 2020.

« RDC : la société civile du Nord-Kivu dénonce la présence de militaires rwandais » ; RFI, 15 avril 2020.

« Militaires rwandais en RDC : Kigali mène-t-elle une guerre secrète ? », RFI, 23 avril 2020.

communiqué du CICR du 18 décembre 2019, 1400 des 1800 furent transférés au camp militaire de Nyamunyunyi et par la suite ils furent tous rapatriés au Rwanda. Le commandant en chef, Laurent Ndagijimana alias Wilson Irategeka qui était parvenu à fuir fut poursuivi et abattu dans le territoire de Mwenga pendant qu'une partie de sa garde rapprochée s'enfonçait dans la forêt de l'Itombwe. Le lieutenant général Habimana Hamada a pris la tête des FDLR-CNRD, cependant, son adjoint, Marc Nizeyimana alias Marc Masambaka, a été capturé à Uvira le 1<sup>er</sup> mars 2020 et probablement serait rapatrié au Rwanda par la suite. Et enfin, selon le communiqué du commissaire à l'information et porte-parole des FDLR du 15 avril 2020, elles ont été attaquées à Kazaroho dans le groupement de Tongo en territoire de Rutshuru. En effet, c'est dans le Bwito en territoire de Rutshuru où les deux figures importantes des FDLR ont élu domicile, le général Pacifique Ntawunguka alias Omega qui a remplacé Mudacumura depuis le 20 septembre 2019 comme commandant en chef des FDLR - FOCA et le général Gaston Iyamuremye alias Victor Byiringiro président de facto des FDLR depuis la mort d'Ignace Murwanashyaka en avril 2019 en Allemagne. Notons enfin la mort du Colonel Mpiranya Léon Cyprien alias Kagoma, tué le 29 août 2020 à Makoka dans le Binza en territoire de Rutshuru. Il avait remplacé Juvénal Musabyimana à la tête des FDLR – RUD Urunana.

La présence des FDLR à l'est de la RDC a toujours posé un sérieux problème sécuritaire pour le Rwanda, et est à la base d'une série de rébellions à l'est du Congo. Les camps des réfugiés rwandais installés à la frontière avec le Rwanda en 1994,

encadrés et organisés par les militaires rwandais ex-FAR et les Interahamwe responsables du génocide contre les Tutsi, ont fortement motivé le déclenchement de la guerre des forces démocratiques pour la libération du Congo (FDL) de Laurent Désiré Kabila et la chute du président Mobutu en mai 1997. La rupture de l'alliance qui a porté sur ses épaules Laurent Désiré Kabila au pouvoir en août 1998 est à l'origine de ce que Prunier a appelé la « première guerre africaine » opposant au moins neuf pays africains. C'est au cours de cette guerre que Laurent Désiré Kabila va nouer une alliance avec les ex-FAR et les Interahamwe rwandais pour « porter la guerre d'où elle est venue », c'est-à-dire selon son entendement, au Rwanda. Cette dette de sang du pouvoir de Laurent Désiré Kabila envers les ex-FAR et les Interahamwe rwandais va le hanter jusqu'à sa mort en 2001. Son fils, Joseph Kabila qui lui succéda, portera ce lourd héritage sans vraiment pouvoir s'en distancer quand bien même il le souhaiterait. On l'a vu à Sun City en avril 2002 quand, à l'issue des pourparlers entre belligérants, Joseph Kabila était sommé de se désolidariser des troupes rwandaises, de les démobiliser et de les rapatrier au Rwanda. Quelques mois plus tard, en octobre 2002, les FDLR cantonnées à Kamina en vue du rapatriement au Rwanda se révoltèrent, quittèrent Kamina et s'enfoncèrent dans les forêts du Grand Kivu. C'est fut le début de la création des zones tampons sécuritaires avec pour agenda la lutte contre les FDLR que se réclameront le congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda Mihigo en 2004 et le M23 en mai 2012, deux rébellions accusées d'être soutenues par le Rwanda.

Ceci dit, deux évènements allaient changer la donne sécuritaire dans les Grands Lacs africains. D'abord la volonté de Joseph Kabila de vouloir se succéder à lui-même dans un troisième mandat électoral contesté fin 2018. Il va ratisser large en renouant avec le Rwanda sous forme de rapatriements forcés des réfugiés rwandais cantonnés à Kisangani et à Kanyabayonga et surtout en extradant en décembre 2018 au Rwanda des personnalités importantes des FDLR comme naguère Ignace Nkaka alias La Forge fils Bazeye, porte-parole des FDLR, et le lieutenant colonel Jean-Pierre Nsekanabo alias Théophile Abega Kamara, chef des renseignements militaires des FDLR pour le Nord-Kivu. Ces livraisons précieuses ont permis aux renseignements rwandais de récolter une mine d'information sur les FDLR opérant à l'est du Congo mais aussi leurs liens avec l'opposition rwandaise en exil dont le congrès national rwandais (RNC) du général Kayumba Nyamwasa. En effet, en juin 2019, un groupe de militaires présumés RNC de Kayumba Nyamwasa ont été pris en embuscade et décimés autour de Luashi au Nord-Kivu. Il semblerait qu'ils revenaient du Sud-Kivu et tentaient de se replier en Ouganda en empruntant les forêts et les montagnes du Nord-Kivu avec l'aide des éclaireurs FDLR qui connaissent ces sentiers par cœur pour avoir assuré les liaisons entre leurs commandements du Sud et du Nord-Kivu. Qu'à cela ne tienne, le 2 octobre 2019, 25 présumés RNC capturés dans ces affrontements autour de Luashi furent présentés au tribunal militaire de Nyamirambo à Kigali.

Ensuite, il y a l'émergence surprise de Félix Antoine Tshisekedi proclamé vainqueur des élections présidentielles du 30

décembre 2018. L'accession à la Présidence de Félix Tshisekedi marque un tournant important dans les relations complexes entre Kinshasa et Kigali. Les temps couverts entre les deux capitales commencent à donner de éclaircis ensoleillés. Les deux capitales sont désormais reliées par les vols réguliers de Rwanda Air et une diplomatie active est assurée par de hauts représentants d'État qui sillonnent les deux capitales. Les soupçons de la coopération entre les services de sécurité de la RDC et du Rwanda sont à lire dans ce dégel entre Kinshasa et Kigali et la décapitation du haut commandement militaire des FDLR en serait une conséquence logique.

Le nouveau président congolais, Félix Tshisekedi, a tendu une main à la coopération économique avec les pays de l'Afrique de l'Est et l'adoption de l'adhésion du Congo a eu lieu le 27 février 2021 lors du 21<sup>ème</sup> sommet des Chefs d'État de l'EAC. Un climat de détente s'installe entre les Chefs d'États de la région, notamment entre la RDC et le Kenya qui vient de promettre d'envoyer ses troupes militaires pour aider à éradiquer l'insécurité à l'est du Congo. A l'exception du Burundi et de l'Ouganda qui entretiennent des relations exécrables avec Kigali et qui sont dans ce sens un frein aux avancées de ce rêve africain, ce grand marché qui relierait les côtes de l'océan indien à l'océan Atlantique constitue un grand potentiel économique et politique inédits pour l'Afrique. Faut-il encore que les armes et les bruits des bottes se taisent et qu'une paix durable revienne dans la région. Tout un programme qui devra mobiliser une grande volonté politique des Chefs d'État de la région au-delà de leurs querelles intestines.

## 2. *Les Nyatura*

Les Nyatura, sont les jeunes de la communauté hutu qui se présentent comme les défenseurs de cette communauté. La milice Nyatura est née en juin 2012 à l'époque où les FDLR rwandaises étaient sous pression des Mai Mai Raia Mutomboki et battaient en retraite dans le Sud et le Nord-Kivu. Leur objectif du départ était la défense de la communauté hutu contre ces Raia Mutomboki qui avaient le vent en poupe et que rien ne semblait arrêter. Ce réflexe de résistance de la communauté hutu congolaise fut incarné par le colonel Gwigwi dans le Kalehe, le colonel Habarugira dans le groupement Osso Banyungu, Binebine dans le groupement Kibabi, Munyamariba dans les groupements Bapfuna, Biiri et Kayembe, et enfin Bavakure dans le groupement chefferie Bashali Mokoto. Dans ce sens, les Nyatura sont le prolongement naturel d'autres combattants hutu tels les Mongols des années 1994 ou PARECO des années 2006 qui se sont mobilisés pour la défense de leur communauté. Aujourd'hui, certains sont de députés aux assemblées provinciales et nationales, d'autres sont intégrés dans l'armée nationale et plusieurs institutions de la République, un bon nombre sont actifs dans le commerce, dans le transport de motos et camions Fusso qui ravitaillent la ville de Goma en denrées alimentaires, charbon de bois et planches, mais d'autres ont choisi de rester dans leurs villages respectifs, armés, avec pour objectif l'auto-prise en charge en cas de menace pour leur communauté. Ce sont ces milices armées Nyatura qui contrôlent les zones rurales des territoires de Masisi et Rutshuru. Elles ont

longtemps bénéficié de l'appui des FDLR rwandaises en formation et en matériel militaire et certains d'entre eux tel Dominique Ndaruhutse Kamanzi alias Domi collabore ouvertement encore aujourd'hui avec les FDLR dans le Bwito en territoire de Rutshuru. La nouvelle coalition « Abazungu » serait une initiative imputée à Dominique Ndaruhutse. Ce dernier n'a jamais fait preuve ni d'indépendance ni d'autonomie à l'égard des FDLR, mais a toujours été leur collaborateur proche. En août 2018, quand l'opposition armée en exil a attaqué le Rwanda par le sud-ouest dans la forêt de Nyungwe, Dominique Ndaruhutse fut partie des Nyatura mobilisés par les FDLR dans le parc des Virunga pour leur prêter main forte. Sa proximité avec les FDLR affaiblies mais toujours combattantes dans le Bwito et ailleurs, expliquerait cette alliance d'intérêts entre les FDLR en quête d'une nouvelle stratégie de survie et de guerre contre le Rwanda, les milices congolaises servant de bouclier. En effet, les milices locales congolaises ont d'autres préoccupations. Certains sont des anciens démobilisés déçus par les prises en charge promises et non tenues des programmes de démobilisation et qui végètent dans les villages. D'autres sont de jeunes mobilisés pour la revendication des terres que leurs parents occupent dans un contexte de mutations sociales et mouvements des populations à cause du fait de la guerre depuis les années 1990 et dont les prétentions des uns et des autres n'ont jamais été clarifiées. D'autres enfin sont de jeunes issus des familles qui ont été expulsées des concessions que les propriétaires ont récupéré en 2019 dans les groupements Kibabi et Osso Banyungu et dans le Masisi en général.



En effet, c'est dans ce territoire de Masisi, que le phénomène de « Kubohoza », ou « occupation illégale d'un bien immobilier d'autrui » en langue Kinyarwanda, préoccupent les Nyatura. Ce phénomène d'occupation illégale des biens immobiliers d'autrui (maison, champs, fermes etc..) remonte en 1993 lors des affrontements interethniques entre les Hunde, les Hutu et les Tutsi du territoire de Masisi et s'est exacerbé dans les années qui ont suivi dès 1994 quand les flux massifs des réfugiés rwandais se sont installés dans le Nord-Kivu. Les populations Hunde furent obligées de se regrouper dans la ville de Goma et dans les trois sites de Kitchanga, Sake et Masisi centre, et les survivants tutsi se réfugièrent dans le Rwanda voisin. Les maisons, les champs et les fermes de ces déplacés internes et réfugiés externes qui n'ont pas pu être vendus à la va-vite, furent occupés par les membres de la communauté hutu. Les périodes d'accalmie relative, telles la chute du régime Mobutu en mai 1997 ou le gouvernement de transition en 2003, ont permis à certains propriétaires de récupérer leurs biens, mais dans certaines localités du Masisi profond comme à Mahanga, il a fallu attendre l'avènement du régime de Félix Tshisekedi pour que certains Hunde et Tutsi récupèrent leurs fermes après que les seigneurs de guerre tels Jovial Dusabe alias Delta, Kavumbi Sibomana et Kigingi se soient rendus aux autorités militaires à Goma en décembre 2019.

Les réactions de populations qui ont occupé ces champs et fermes pendant plus de 25 ans ne se sont pas fait attendre. Dans la ferme de Mr. Mutaka, un hunde de Mahanga, plusieurs dizaines de vaches de ses locataires furent tuées méchamment sans qu'aucune enquête ou action de la part des autorités ne se

suivent. Dans la ferme de Mr. Kazoza toujours à Mahanga, trois bergers furent tués. Cependant, il s'est vite avéré que certaines autorités sensées aider à sécuriser les biens et les personnes étaient celles qui tiraient les ficelles et mobilisaient les populations dans ces actes barbares. En effet, au mois d'août 2020, une réunion fut tenue dans le groupement secteur de Katoyi au cours de laquelle étaient présents certains députés de la communauté hutu du Nord-Kivu. Les participants à cette rencontre furent encouragés à s'attaquer aux biens et aux fermes des Tutsi pour les contraindre à fuir au Rwanda et offrir ainsi aux populations hutu l'occasion d'occuper leurs terres. Ce mot d'ordre devait être disséminé partout où nécessaire et un groupe parmi les participants à cette rencontre de Katoyi fut dépêché à une localité nommée Bulinda dans le groupement secteur Katoyi pour la mobilisation massive des populations.

Fin novembre 2020, une rencontre de mobilisation des Nyatura s'est tenue à Kagundu dans une ferme d'un des députés de la communauté hutu et le mot d'ordre d'attaque fut déclenché dans certaines fermes du groupement Kibabi où plusieurs vaches furent pillées. En date du 8 décembre 2020, dans la ferme de Mr. Serushago, trois bergers furent tués, un quatrième grièvement blessé et une quinzaine de vaches tuées. Cette bande des tueurs était dirigée par un certain Sinaruhamagaye qui vient d'être tué dans une opération militaire des FARDC le 5 avril 2021. Il avait remplacé à ce poste un certain Mahanga, un général auto-proclamé, tué par ses pairs dans le secteur Katoyi le 30 juillet 2020. Ainsi, les Nyatura dans les groupements Kibabi et Osso Banyungu combinent le harcèlement des positions militaires et

de la police nationale avec les attaques systématiques des fermes agro-pastorales dans l'espoir d'en chasser les propriétaires et de les occuper à nouveau. Le décor d'un nouveau round d'affrontements autour de la question foncière est planté dans le Masisi, et la volonté de la nouvelle coalition « Abazungu » de chasser toutes les positions militaires et la police nationale de ce territoire créerait les conditions d'une telle escalade.

### 3. *Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS)*

Bien que les milices hunde combattent les Banyarwanda dans le Masisi et la chefferie de Bwito depuis 1993, la naissance de l'APCLS en 2006 fut plutôt motivée par la présence du congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda Mihigo dans le Bashali Mokoto et Kayembe. La montée fulgurante en puissance de ce dernier avait fini par agacer le gouverneur du Nord-Kivu, Eugène Serufuli Ngayabaseka, figure politique d'une rwandophonie enquête d'une unité banyarwanda à l'époque. Les relations entre les deux hommes s'étaient effritées et leur rupture fut consommée par la naissance des patriotes résistants congolais (PARECO) et la défection de quelques officiers hutu<sup>10</sup> du CNDP. Le gouverneur Serufuli va s'allier avec son vice-gouverneur hunde, Dieudonné Bakungu Mitondeke, et avec un combattant nande, Kakule Sikuli Lafontaine, pour donner au PARECO un visage d'autochtonie contre un Laurent Nkunda qualifié d'allogène. Cette alliance n'a

---

<sup>10</sup> Les colonels Smiti Gihanga, David Rugayi et Heshima, ont quitté le CNDP à cette époque.

pas fait long feu. Elle s'est scindée en trois groupes, un PARECO hutu représenté par le colonel Mugabo Hassan, un PARECO nande représenté par Kakule Sikuli Lafontaine, et un PARECO hunde représenté par Janvier Buingo Karairi qui préféra se muer en une nouvelle appellation APCLS et élire son domicile dans le Masisi profond à Lukweti. La présence du CNDP de Laurent Nkunda dans les groupements Bashali et Kayembe offrit l'occasion à Bakungu Mitondeke de tenir un discours acerbe voire haineux contre les Banyarwanda congolais et le Rwanda voisin et d'émerger comme le leader hunde incontesté et le parrain de la milice APCLS. Il resta obnubilé par cette toute puissance même après qu'il eut perdu les élections législatives de 2011 en osant s'attaquer frontalement aux forces armées congolaises en pleine ville de Goma en février 2002. Au cours de cet incident, quatre militaires FARDC furent tués ainsi que deux gardes du corps de Mitondeke. Ce dernier fut arrêté et emprisonné à Makala à Kinshasa.

A ses débuts, le commandant des APCLS Janvier Karairi jouissait du soutien sans faille de la mutuelle bushenge hunde, avant que les lézardes n'apparaissent en son sein quand Mapenzi Kihule fut défection pour aller rejoindre le Ndume défense rénové (NDC-R) de Guidon Shimirayi Mwisasa avec lequel il resta jusqu'en juillet 2020.

Mapenzi Kihule reprochait entre autres à Janvier Karairi de collaborer avec les FDLR rwandaises. Une alliance de raison et pas forcément de cœur dont Karairi avait besoin notamment quand les opérations des FARDC furent dirigées contre lui en mars 2015 et août 2016. Depuis, il s'est toujours allié des éléments FDLR pour compenser sa faiblesse. Parmi les

commandants « Abazungu » qui sillonnent les groupements Osso Banyungu et Bapfuna, un élément FDLR, Kambuzi, est un ancien collaborateur de Janvier Karairi. Cette alliance de raison va se renforcer d'avantage dans la foulée de la mort de Sylvestre Mudacumura en septembre 2019, quand les forces de NDC-R de Guidon ont doublé d'efforts pour frapper fort les groupes armés dans le Bwito et le Bashali. Selon nos enquêtes, le commandant des Nyatura dans le Bashali, Kavumbi Sibomana mis sous pression, choisit de se rendre aux autorités militaires à Goma, mais son adjoint, Jean-Marie Bonane Gatsimbanyi ainsi que le commandant des APCLS Janvier Karairi préférèrent aller chercher refuge et couverture dans le Bwito chez Dominique Ndaruhutse alias Domi. Par la suite, quand les FARDC en collaboration avec le NDC-R de Guidon décident d'attaquer Dominique Ndaruhutse dans le Bwito, Janvier Karairi et Jean-Marie Bonane vont lui rendre l'ascenseur et l'accueillir dans le Bashali. Cette étroite collaboration entre les APCLS et les Nyatura sous les feux de NDC-R et des FARDC dans le Bashali et le Bwito a posé les bases de la coalition « Abazungu » au printemps 2021 et d'une nouvelle reconfiguration entre groupes armés dans le Masisi. Déjà en juillet 2020, les anciens collaborateurs de Janvier Karairi, Bwira et Mapenzi Kihule qui combattaient avec le NDC-R de Guidon Shimirayi, ont dans un premier temps déclaré Guidon démis du commandement NDC-R avant de s'affronter militairement pour le contrôle de la localité de Pinga que Guidon parvint à reprendre mais préféra se retirer dans la forêt.

D'après nos enquêtes, l'appellation « Abazungu » fait référence non pas à la peau blanche comme telle mais plutôt au sentiment

de toute puissance selon lequel une alliance entre les FDLR, les Nyatura et APCLS peut tout faire et peut tout avoir dans le territoire qu'ils contrôlent. Un préjugé-miroir que les Blancs peuvent tout et pas les noirs qu'ils sont ! Effectivement, les succès de la coalition « Abazungu » dans les groupements Bashali, Kayembe et Bapfuna n'ont pas fait long feu. Ils ont été repoussés par les FARDC et ont perdu quasiment tout le territoire qu'ils avaient conquis. Cependant, ses commandants se sont fondus dans la population et tentent de récupérer les zones qui constituent leurs préoccupations prioritaires. Un certain Pychen Mapendo incarne les revendications de la population hutu qui vivaient dans les concessions récupérées par leurs propriétaires à Mahanga et organise le combat. Un nouveau commandant nommé Mwenzangu a remplacé Sinaruhamagaye à la tête des Nyatura dans les groupements Kibabi et Buabo et harcèle quand il peut les positions militaires. Un élément FDLR, Kambuzi, a fait un retrait tactique à Miandja dans le groupement Bapfuna naguère un fief de Munyamariba, et travaille avec deux de ses anciens collaborateurs, Ntuye et Munguiko. Un certain Taifa Shangwe mobilise dans le groupement Bashali Kayembe. Quant à Bigirabagabo, un originaire de Mpati, il organise la résistance à Kibarizo dans le Bashali Mokoto. Selon nos enquêtes, cette coalition aurait confié le commandement suprême à Janvier Karairi, son adjoint chargé de renseignement serait Dominique Ndaruhutse alias Domi, et le chargé des opérations serait Jean-Marie Bonane Gatsimbanyi. Il ressort que dans cette structure de commandement Janvier Karairi est l'autorité morale d'une coalition initiée par Dominique Ndaruhutse. Plusieurs sources consultées parlent d'un Omega Ngendahimana qui serait la tête

invisible de cette coalition. Rappelons qu' Omega est le nom de guerre de Pacifique Ntawunguka le commandant des FDLR-FOCA. Nous savons aussi que Dominique Ndaruhutse a toujours été un proche collaborateur du commandement FDLR-FOCA bien avant la mort de Mudacumura et qu'il serait l'initiateur de la coalition « Abazungu ». Il ressort ainsi, que les FDLR viennent de réussir un coup de maître en se ralliant les communautés locales congolaises qui leur servent de bouclier dans le Masisi et le Bwito. Enfin, faut-il noter que la contre-offensive des FARDC laisse derrière elle les « Abazungu » mêlés à une population terrorisée qui ne peut pas les dénoncer sous peine de mort, le temps de se faire les forces et recommencer à la prochaine opportunité. Un cycle de violence dont on ne voit pas la fin ! En tout cas pour le moment.

## **B. Leçons tirées**

1. Le problème sécuritaire du Rwanda depuis le génocide des Tutsi en 1994 constitue la priorité numéro un de ce pays, si bien que les guerres récurrentes dans la Région des Grands Lacs africains semblent opposer les forces responsables du génocide et l'armée patriotique rwandaise (APR) par rébellions et milices congolaises interposées.

2. Certes, les rébellions et milices congolaises ont leur propre agenda et profitent des enjeux sécuritaires de la Région pour atteindre leurs objectifs comme naguère l'alliance des

forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent Désiré Kabila qui n'aurait pas pu chasser Mobutu autrement. La consolidation du pouvoir de Laurent Kabila est dès lors émaillée des ruptures et reconfigurations des forces présentes dans la Région où les ennemis d'hier deviennent des alliés d'aujourd'hui dans un va-et-vient dont le fil rouge reste la bataille impitoyable entre les responsables du génocide des Tutsi et l'armée rwandaise par Congolais interposés.

3. Ce combat implacable entre Rwandais va au-delà de solutions simplistes tel le dialogue inter-rwandais que prônait certains ténors de la société civile congolaise inspirés du dialogue congolais de Sun City en Afrique du Sud aussi longtemps qu'aucune de ces deux parties rwandaises ne s'avoue vainque.

4. Il revient aux Congolais de choisir de sortir de cette spirale infernale que les logiques sécuritaires rwandaises imposent. Mais faut-il encore que les Congolais eux-mêmes aient une bonne analyse et compréhension des enjeux sécuritaires régionaux et amorcent un virage qui leur convient. A défaut, les communautés congolaises resteront victimes des logiques et enjeux régionaux qui les dépassent, payant le prix fort d'une guerre qui n'est pas forcément la leur.

5. La faiblesse de l'État congolais ou son absence dans plusieurs secteurs de la vie nationale n'a pas facilité une analyse fine de ce que vit le Congolais lambda à l'est du pays. Une grosse partie de la jeunesse n'a connu autre chose que la succession de guerres et de massacres et n'a d'autre repère que la violence pour



exprimer ses frustrations. L'accompagnement des démobilisés qui a été un échec cuisant, la quête d'accès à la terre pour une jeunesse sans terre, le repli ethnique sur lequel surfent les politiciens véreux, sont autant de questions sérieuses auxquelles les Congolais doivent affronter et trouver des solutions idoines.

6. La nouvelle stratégie des FDLR de s'allier les communautés locales congolaises pour en faire un bouclier ou s'y cacher quand nécessaire sert leurs propres intérêts mais pas ceux des Congolais. Il est impératif que les Congolais s'en rendent compte et trouvent une voix de sortie pour faire économie de tant de souffrances qui ont duré trop longtemps.

7. Les dialogues intercommunautaires qui ne mobilisent plus les bailleurs des fonds locaux et internationaux à cause de leurs résultats maigres aussi longtemps que les logiques sécuritaires et ses enjeux régionaux empiètent sur le peu d'avancées et que l'insécurité fleurisse, restent, tout compte fait, incontournables pour une éducation citoyenne aux intérêts vitaux de nos villes et campagnes. Mais cette fois-ci, il est impératif que ces dialogues intercommunautaires soient accompagnés par des projets créateurs de la haute intensité de la main d'œuvre pour une jeunesse à la dérive qui ne connaisse que la violence et les guerres depuis une trentaine d'années, ainsi que d'autres projets générateurs des revenus.

8. L'État de siège décrété dans le Nord-Kivu et l'Ituri au début de mai 2021 est un signe clair que le problème sécuritaire dans ces deux provinces attire l'attention de l'autorité publique

congolaise. Ce qui est un bon pas dans la bonne direction. Cependant, la solution à une telle crise ne peut être que seulement militaire car une flexion de muscles de ce genre a échoué bien avant. Elle doit être accompagnée d'une mobilisation citoyenne que la société civile congolaise maîtrise mieux et qui est un complément nécessaire dont les deux nouveaux gouverneurs militaires auront besoin.

Aloys Tegera

Pole Institute

Mai 2021